



La Traite des Personnes au Sénégal (Niveau 2) – 2006

Le Sénégal est un pays d'origine, de transit et de destination des femmes et des enfants victimes de trafic à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Des garçons sont amenés au Sénégal dans le cadre d'un trafic aux fins d'exploitation par le travail forcé, notamment aux fins de mendicité par des enseignants coraniques appelés marabouts. Des jeunes filles sont amenées au Sénégal dans le cadre d'un trafic, pour être soumises à la servitude domestique forcée et à l'exploitation sexuelle. De jeunes garçons font l'objet de trafic vers le Sénégal depuis la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali et la Guinée, pour être soumis au travail forcé et à la mendicité. Des femmes et des jeunes filles font l'objet de trafic depuis le Sénégal vers les pays ouest-africains voisins, le Moyen-Orient, l'Europe et, dans une moindre mesure, l'Amérique du Nord. Elles sont également amenées au Sénégal dans le cadre de la traite des personnes depuis les pays ouest-africains voisins et envoyées vers le Moyen-Orient et l'Europe en passant par le Sénégal.

Le gouvernement du Sénégal ne satisfait pas entièrement aux normes minimales d'éradication de la traite des être humains ; toutefois, il fait des progrès significatifs pour y parvenir. Le Sénégal devrait accroître ses efforts au niveau de l'application de ses dispositions législatives concernant la lutte contre la traite des personnes, coordonner ses efforts interministériels de lutte contre la traite des personnes et sensibiliser les membres du gouvernement et le public sur cette question.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement du Sénégal a renforcé ses efforts d'application de la loi pour lutter contre la traite des personnes au cours de la période couverte par le présent rapport. En avril 2005, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi complète de lutte contre la traite des personnes. A ce jour, aucune poursuite judiciaire n'a été entamée dans le cadre de cette nouvelle loi. Toutefois, deux enseignants coraniques ont été condamnés pour avoir soumis des garçons à la mendicité forcée, en application des dispositions législatives sur la maltraitance des enfants. Par ailleurs, un étranger a été condamné pour avoir soumis à l'exploitation sexuelle un garçon de 15 ans qu'il avait pris dans une maison pour enfants indigents. Il a été condamné à cinq années d'emprisonnement, mais sa peine a été ramenée à trois mois en appel. Le ministère du Tourisme a créé au sein de la police une unité spécialisée dans le tourisme, chargée d'enquêter sur le tourisme sexuel des enfants, mais cette unité n'est pas encore opérationnelle. Le Sénégal a signé un accord multilatéral avec neuf autres pays ouest-africains et a coopéré avec des membres du gouvernement guinéen pour arrêter deux trafiquants sénégalais en Guinée en février 2006. Le gouvernement collabore avec l'UNODC afin de mettre sur pied des « Maisons de Justice » locales et régionales, chargées de résoudre les affaires d'exploitation des enfants par le biais de la médiation.

Protection

Le gouvernement du Sénégal s'est sérieusement engagé dans la protection des victimes de la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport. Le gouvernement a continué à diriger un centre d'abri disposant d'une ligne d'assistance téléphonique gratuite 24 heures sur 24 pour les enfants en détresse, notamment les victimes de trafic. Entre juin 2003 et mai 2005, le centre a reçu 4.137 enfants et 150.417 appels. Le gouvernement a coopéré avec le gouvernement malien et l'OIM dans le cadre du rapatriement de 54 enfants victimes de trafic du Sénégal vers le Mali. En application de la nouvelle loi sur la traite des personnes, les victimes ne peuvent être punies pour des actes illicites résultant du fait qu'elles ont fait l'objet de la traite des personnes.

Prévention

Le Sénégal a fait de modestes efforts de sensibilisation à la traite des personnes. En avril 2005, le président s'est exprimé publiquement contre le trafic des êtres humains et le ministre de la Famille a insisté publiquement à de nombreuses reprises sur la menace que constitue le trafic des enfants. Si le gouvernement a poursuivi son travail avec une ONG pour évaluer le problème du tourisme sexuel des enfants, il n'a pas à ce jour fait d'étude sur le trafic des adultes aux fins d'exploitation sexuelle. En collaboration avec l'UNICEF, le ministère de l'Education est en train d'élaborer un projet de création de 80 écoles coraniques modernes, pour contribuer à mettre un terme à l'exploitation des garçons par les dirigeants religieux. Bien que le haut-commissaire aux Droits de l'homme, en tant que coordonnateur national de la lutte contre la traite des personnes, ait créé un groupe technique interministériel de lutte contre le trafic en 2005, la sensibilisation à cette question reste faible chez certains membres clés du gouvernement.

###